



### 57e sommet de la Cedeao

## Faure Gnassingbé et ses homologues ont aussi évoqué l'épineuse question de la monnaie unique

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé a pris part au 57e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao), lundi dernier à Niamey la capitale du Niger ...



PAGE 3

### DECENTRALISATION



#### Gestion publique

## Les communes bénéficieront d'une enveloppe de 3 milliards FCFA

Le gouvernement va octroyer une subvention de 3 milliards FCFA aux communes. L'annonce a été faite par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, le lundi 7 septembre à Lomé au cours d'une session de formation des maires.

PAGE 5

### MEDIAS, ART & CULTURES



#### Identité ethnique / Scarification

## Une pratique en voie de disparition

La scarification est un type de modification corporelle ou un acte d'automutilation. Aussi est-elle une pratique médicale ou bien sociale. En Afrique, la scarification a une finalité variée. Bien qu'elle soit en voie de disparition, la scarification fait partie ...

PAGE 9

#### Mise en œuvre du PND

## La consommation locale trouve un écho de plus en plus favorable au Togo

Le Togo ambitionne de devenir un pays émergent à l'horizon 2030. Et pour y arriver un Plan national de développement (PND) comptant ...

PAGE 11



### Eco

## Le Togo, seul pays à respecter les critères de convergence

Le Togo est toujours le seul pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) qui respecte à ce jour les critères de convergence. Le chef de l'Etat togolais a été félicité, lundi 7 septembre à Niamey, à l'occasion du 57e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao pour ses efforts.

PAGE 11

### DERNIERES HEURES

## Décentralisation au Togo /Payadowa Boukpassi : « Les collectivités locales doivent prioritairement lutter contre la pauvreté et se développer »

Les collectivités locales doivent prendre leurs sorts en main. C'est ce que leur a dit cette semaine Payadowa Boukpassi, ministre en charge de la Décentralisation, au cours d'une formation organisée à l'endroit des maires des 117 communes du pays. Au cours de cette rencontre le ministre Boukpassi s'est adressé aux élus locaux en ces termes : « Les collectivités locales doivent prioritairement lutter contre la pauvreté et se développer ». Ceux-ci doivent en effet rapidement élaborer des programmes de développement, mobiliser des ressources et travailler pour l'essor de leurs communautés respectives.

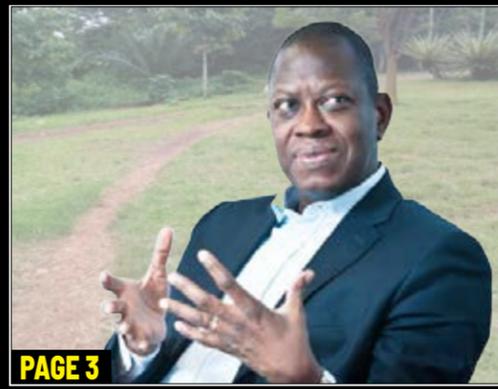
La collecte et la bonne gestion des taxes communales pourront aussi les aider à améliorer les conditions de vie de leurs administrés. La construction d'infrastructures socio-collectives de base ...

PAGE 3

#### Gestion de la Covid-19 par le Togo

## Le professeur Kako Nubukpo analyse positivement les choix opérés

Le professeur Kako Nubukpo, doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (Faseg) et économiste de renommée internationale, dans une récente sortie médiatique, se prononce favorablement par rapport aux choix opérés par ...



PAGE 3

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Trafic des faux médicaments en Afrique <b>Une véritable urgence africaine !</b></p>  <p>P 6-7</p>	<p>Musique / « Kapomonvi » <b>Quand la chanson de Rakiss le lion est toujours d'actualité</b></p>  <p>P 9</p>	<p>Lutte contre les changements climatiques <b>Quels sont les principaux objectifs de l'Accord de Paris de 2015 ?</b></p>  <p>P 10</p>
---	--	---	---

## Promotion des bénéficiaires des produits FNFI

# « Avec le produit Nkodédé, je vais ouvrir un supermarché à notsé, ce qui n'existe pas pour le moment dans la ville », madame Batikrana Kpanta

Pour ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI, c'est la ville de notsé qui met sous les feux de la rampe les témoignages d'un bénéficiaire des produits FNFI qui nourrit de grandes ambitions, notamment celui de devenir une entrepreneure modèle à travers l'ouverture d'un super marché à notsé. Dans une approche pédagogique, la bénéficiaire de Notsé explique comment elle en est arrivée à cette étape, le processus d'octroi de crédit et ses ambitions.

"Depuis 2014, j'ai toujours gardé une très bonne image du FNFI, car je fais partie de ses premiers bénéficiaires", c'est par ces mots que Batikrana Kpanta, épouse Balaka, la cinquantaine nous accueille à notsé où elle réside depuis des années. Sa rencontre avec le FNFI débute en 2014 où elle obtient les crédits APSEF qui lui permette de démarrer une activité de vente de sachets d'eau communément appelle pure water. Une activité que notre interlocutrice exerce avec le plus grand dévouement, car pour elle le commerce a toujours été une passion.

Depuis 2014, grâce au FNFI j'ai débuté une activité commerciale de vente de sachets d'eau. Progressivement, j'ai ouvert un petit bar ici à notsé qui m'a donc permis de passer à échelle mes activités. Les débuts n'ont pas été faciles, mais avec de l'endurance et

de la détermination tout est possible dans cette vie. Je fais partie des bénéficiaires modèles du FNFI et je suis même la présidente préfectorale de la Fédération des Bénéficiaires des Services Financiers de Haho. Cela étant, ici dans notre préfecture, nous menons ponctuellement des actions de sensibilisation afin de sensibiliser nos membres pour une utilisation harmonieuse des crédits et un remboursement sans faute des crédits".

En plein boom de ses activités commerciales, Batikrana Kpanta, épouse Balaka a de grandes ambitions pour son avenir commercial, et pour cause elle se retrouve éligible au Produit Nkodédé, un produit qui est destiné aux bénéficiaires fins de cycle des crédits FNFI afin de les aider à renforcer leurs activités. Un crédit d'un montant de 5 millions de FCFA, de quoi permettre à



“ Avec le produit Nkodédé, je vais ouvrir un supermarché à Notsé. Ce qui n'existe pas pour le moment dans cette ville ”

**BATIKRANA KPANTA**  
Responsable d'hôtel à Notsé

### Madame Batikrana Kpanta

notre interlocutrice de rêver en grand.

"J'ai personnellement participé au lancement du produit Nkodédé il y a quelques mois à Blitta. Et Dieu merci je me suis retrouvé éligible au produit. J'ai dans la

foulée constitué tous mes dossiers nécessaires et à l'heure actuelle j'ai obtenu un crédit de 5.000.000 qui doit me permettre d'ouvrir un supermarché. Et je reste convaincu que mes activités évolueront dans la bonne direction

car ça sera le premier supermarché ici à notsé. Grace au FNFI, comme vous pouvez aisément le deviner, la femme togolaise est devenue une entrepreneure de renom qui prend à bras le corps son émancipation".

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG..LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... et la création d'emplois sont des chantiers importants qu'ils doivent aborder. Le pouvoir central leur viendra en aide.

Le gouvernement promet de leur octroyer une enveloppe financière d'environ trois (3) milliards de FCFA. Il s'agit de la dotation de l'État

dans le cadre du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT). Ce fonds est destiné d'une part, aux investissements communautaires et

d'autre part, à assurer les arriérés de salaires et les indemnités des élus.

Mais, fondamentalement, les collectivités locales

devront apprendre à mobiliser par elles-mêmes les ressources dont elles ont besoin pour leur développement.

TM

## 57e sommet de la Cedeao

## Faure Gnassingbé et ses homologues ont aussi évoqué l'épineuse question de la monnaie unique

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, a pris part au 57e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao), lundi dernier à Niamey la capitale du Niger. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour dont l'épineuse question de la monnaie unique.

Dans l'actualité concernant ce sommet, le problème malien est omniprésent. Les dirigeants de l'organisation sous-régionale y ont en effet consacré une bonne partie de leur agenda. Cela ne devrait pas surprendre, puisque ce pays frère du Togo est sans gouvernement, ni Parlement depuis près d'un mois. La junte qui a réussi à évincer le président Ibrahim Boubakar Keïta, peine à organiser la transition.

Elle évolue de concertations en concertations et cherche à gagner certainement du temps afin d'amener la Cedeao à accepter les 3 ans de transition avec un président militaire comme elle essaie de l'imposer. Mais les chefs d'Etat

viennent de lui donner un ultimatum. Le Mali doit avoir à sa tête un président et un Premier ministre de transition avant le 15 septembre 2020. De plus, la transition ne durera qu'un an. Toutefois, ce ne fut pas le seul sujet abordé lors de ce sommet. Sur sa page Facebook, le chef de l'Etat togolais a écrit : « la monnaie unique, la situation au Mali, la lutte contre le terrorisme sont notamment les sujets principaux ayant marqué nos fructueux échanges ». Les dirigeants de la communauté ouest-africaine travaillent depuis des années sur la question monétaire, grâce à une task force présidentielle. Une étape importante avait été franchie l'année dernière lorsque le



Photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement

président ivoirien Alassane Ouattara et son homologue français Emmanuel Macron ont annoncé la fin du franc CFA. La Cedeao devrait en principe adopter la nouvelle monnaie, l'Eco au cours de cette année 2020.

Cela n'est pas encore le cas, puisque les pays ne s'accordent pas encore

sur toutes les conditions, même si la France a acté la fin du FCFA. Certains pays d'Afrique de l'ouest comme le Nigeria ne sont apparemment pas prêts à abandonner leur souveraineté monétaire pour une monnaie qui aura la même convertibilité qu'avait la FCFA avec l'Euro. Le débat se poursuit en

tout cas. En attendant, le Togo est le seul pays qui respecte tous les critères de convergence pour la monnaie unique. Il s'agit notamment de rester en-dessous de 3% du produit intérieur brut de déficit, de 10% d'inflation et d'avoir une dette inférieure à 70% du PIB.

Edem Dadzie

## Gestion de la Covid-19 par le Togo

## Le professeur Kako Nubukpo analyse positivement les choix opérés

Le professeur Kako Nubukpo, doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (Faseg) et économiste de renommée internationale, dans une récente sortie médiatique, se prononce favorablement par rapport aux choix opérés par le gouvernement togolais dans la riposte contre l'épidémie de Covid-19.

Le spécialiste apprécie notamment que le Togo ait plutôt fait le choix d'un confinement partiel. Il évoque aussi la souplesse avec laquelle certaines mesures ont été appliquées dès les premiers mois de la crise, afin que cela ne pèse pas trop sur la population.

« Sur la gestion de la Covid-19, le Togo a choisi de faire le confinement par région. À l'intérieur de chacune des régions, il était possible de circuler. Parallèlement, le gouvernement a interdit la circulation des motos-taxi "Les Zémidjans". Mais, il s'est posé un problème

d'arbitrage douloureux entre le fait de rester confiné, ce qui permettait normalement de réduire les risques de contamination et l'impératif pour des populations qui ont très peu de filets de sécurité sociale, de sortir de chez elles pour effectuer des activités génératrices de revenus... Du coup, le gouvernement n'a pas appliqué dans les faits, l'interdiction de circulation des motos-taxis, eu égard aux risques manifestes de trouble à l'ordre public que cette mesure pouvait engendrer dans un pays dont le dynamisme économique dépend beaucoup de

ces Zémidjans, mode de transport plébiscité quoique dangereux, car peu coûteux et permettant aux différents marchés de Lomé et de l'intérieur du pays de fonctionner... », a déclaré le professeur Nubukpo.

Il n'a pas passé sous silence la gestion de l'épidémie au niveau des bars, des lieux de culte et des administrations publiques. Le programme de transfert monétaire initié par le gouvernement en ce moment précis est un couronnement d'efforts constants de plusieurs années en matière de finance inclusive.



Professeur Kako Nubukpo

« La réponse togolaise au Covid-19 via le canal direct de transferts de ressources (initiative Novissi) valide que le fait d'avoir travaillé en amont sur les circuits de micro-crédits et de

transferts monétaires a permis au gouvernement de répondre rapidement à des besoins financiers immédiats », a indiqué le professeur Kako Nubukpo.

E. D.

# TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



\* Jours ouvrés



**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP



**ENSEMBLE**  
CONTRE LE COVID-19



STOP COVID-19

**Gestion publique****Les communes bénéficieront d'une enveloppe de 3 milliards FCFA**

**Le gouvernement va octroyer une subvention de 3 milliards FCFA aux communes. L'annonce a été faite par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, le lundi 7 septembre à Lomé au cours d'une session de formation des maires.**

**Les officiels à l'ouverture des travaux**

Cet appui du gouvernement sera accordé dans le cadre du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT). 117 nouvelles communes bénéficieront

de cet accompagnement pour des investissements communautaires. Les fonds leur permettront également de couvrir les arriérés de salaires et les indemnités des élus.

Selon le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités territoriales Payadowa Boukpassi, les fonds seront transférés dans les prochaines semaines au

profit des communes.

« En ce qui concerne les dépenses d'investissement, le FACT qui est devenu définitivement opérationnel procédera dans les prochaines semaines, au transfert de ressources au profit de chaque commune d'une portion de la dotation de l'État pour 2020, d'un montant de deux milliards auxquels s'ajoutent les disponibilités antérieures d'un montant d'environ 957 millions de FCFA. Ainsi les deux milliards seront répartis entre les communes, pour une partie de façon équitable et pour une autre partie, par équation en tenant compte de la population, la superficie et de l'indice de la pauvreté de chaque commune. Il s'agira d'une dotation aux investissements non affectés », a déclaré Payadowa Boukpassi.

Il a précisé que « le montant restant du FACT sera affecté aux communes sous forme de dotation de fonctionnement qui sera dirigé prioritairement vers le paiement des arriérés de salaires des agents et des indemnités des élus locaux accumulés durant les six premiers mois de 2020 en raison de la pandémie du Covid-19 ».

Intitulé « éléments de gestion efficace des communes », cette formation permet de renforcer les capacités des maires sur la gestion de leurs communes. Pendant deux jours, ils seront entretenus entre autres sur les compétences de commune, les rôles et attributions de l'exécutif et des conseillers municipaux, la fiscalité locale, les procédures de passation de marchés publics.

**Félix Tagba**

**Covid-19****Le dispositif sanitaire d'Onomo Hotel Lomé certifié par Bureau Veritas**

**La pandémie du coronavirus a des effets néfastes sur les hôtels. Bon nombre d'entre eux sont confrontés à une baisse d'activités et de chiffre d'affaire. Les clients sont préoccupés par leur santé. Pour garantir la sécurité des clients de ses hôtels, le Groupe Onomo Hotels a réalisé un partenariat, ce lundi 7 septembre à Casablanca, avec Bureau Veritas pour la certification du dispositif sanitaire de ses hôtels.**

7 hôtels du groupe dont Onomo Hotel Lomé sont déjà certifiés par Bureau Veritas, leader mondial de l'inspection, de la certification et des essais en laboratoire, pour accueillir les clients dans de bonnes conditions. « Ce partenariat témoigne de notre engagement en tant que groupe hôtelier, à offrir le meilleur service à notre clientèle et les meilleures conditions de travail à nos collaboratrices et collaborateurs. Bénéficiaire de l'expertise d'un leader mondial est la meilleure garantie pour nos équipes, nos partenaires et nos clients et permet d'établir un standard de niveau mondial dans tous les hôtels du groupe », a indiqué Cédric Guillemot, CEO de ONOMO Hotels.

Les hôtels certifiés ont reçu le label « SAFEGUARD ». Ce label a une validité de 6 mois et est soumis à des audits de renouvellement inopinés pour garantir la continuité du dispositif.

« La situation de pandémie a nécessité le renforcement des procédures d'hygiène en hôtellerie et restauration pour rassurer

les clients et les équipes. Ces mesures, combinées avec une formation et plusieurs actions de sensibilisation, ont permis de mettre au point notre modèle de prévention. Son efficacité et sa conformité aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) font l'objet de ce partenariat avec Bureau Veritas » a déclaré Souleymane KHOL, COO du groupe ONOMO Hotels. A travers ce partenariat, le groupe ONOMO Hotels renouvelle son engagement en faveur de ses communautés dont la santé, la sécurité et le confort sont les priorités et confirme sa volonté de proposer une hôtellerie africaine aux standards internationaux.

Malgré la pandémie du coronavirus, les hôtels ONOMO continuent d'être des espaces de vie et de travail sains et sécurisés, favorisant l'inspiration et la créativité. « Bureau Veritas met à la disposition des hôtels ONOMO une unité d'auditeurs spécialisés dans l'hôtellerie et la restauration pour un accompagnement sur

mesure couvrant les différents métiers du groupe, permettant la continuité des activités de manière adaptée à la situation sanitaire et répondant aux exigences réglementaires de chaque marché », a précisé Bouyaguy Diawara, directeur de Bureau Veritas Côte d'Ivoire.

Le groupe Onomo Hotels est le premier opérateur hôtelier africain. Il opère à travers 21 hôtels dans 12 pays africains : Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Togo, Afrique du Sud, Guinée Conakry, Rwanda, Maroc, Cameroun, Tanzanie et Mozambique. Le groupe envisage l'ouverture prochaine de Onomo Hotel Kampala qui sera doté de 134 chambres et suites.

Ancré dans une Afrique palpitante, le groupe ONOMO développe des hôtels au cœur de l'Afrique en mettant l'Afrique au cœur de ses hôtels. Le groupe affiche une ferme volonté de proposer une hôtellerie midscale qui répond aux standards internationaux tout en préservant les particularités locales de chaque pays et accueille

**VOTRE SÉCURITÉ EST NOTRE PRIORITÉ**

SAFEGUARD est la marque d'assurance que nos hôtels ont mis en œuvre toutes les mesures préventives pour vous accueillir dans un environnement sain et sécurisé.



#SoyonsResponsables #SoyonsPrudents

les voyageurs d'affaires et de loisirs, dans les meilleures conditions. Des hôtels design dans des emplacements privilégiés, des équipes professionnelles et

expérimentées et une ambiance conviviale pour créer des séjours mémorables, telle est la promesse d'ONOMO Hôtels.

**La rédaction**



## Trafic des faux médicaments en Afrique

# Une véritable urgence africaine !

**Le Togo, en collaboration avec la Fondation Brazzaville, a réuni en janvier 2020, des Etats africains autour d'un sommet sur les faux médicaments. A l'initiative du Togo, ce sommet, premier du genre, a rassemblé des chefs d'Etat africains afin de mener des réflexions sur l'exponentiel trafic de faux médicaments et de signer l'accord international « Initiative de Lomé » pour prendre des mesures coercitives contre les responsables. Quelles sont les réalités sous lesquelles croupit l'Afrique en matière de faux médicaments, surtout en cette période de crise sanitaire de coronavirus où le monde est à la quête de tout remède ?**

Congo-Brazzaville, Ouganda, Niger, Sénégal, Ghana, Gambie, Togo, sont entre autres Etats qui ont pris part à ce sommet de lutte contre les faux médicaments. Lequel sommet

vient à point nommé face à plus de 100 000 morts par an en Afrique à cause des faux médicaments, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

## Faux médicaments, une réalité constatée au Togo



Etalage de diverses sortes de faux médicaments

Après avoir enchaîné un paludisme et une typhoïde, Ayawo Hiévi pensait être au bout de ses peines grâce aux médicaments prescrits par un médecin de Lomé. Mais ce Togolais ne se doutait pas que le traitement serait pire encore et qu'il perdrait l'usage de ses reins. C'était en 2015, dans un petit centre médical de son quartier. "Après quatre jours de soins, j'ai commencé à sentir des douleurs dans le ventre", explique à l'AFP le couturier de 52 ans. Deux semaines plus tard, il a dû être hospitalisé en urgence au CHU de Lomé.

« La quinine et l'antibiotique utilisés pour me soigner dans le cabinet médical étaient de faux médicaments et ont abîmé mes reins ». Ayawo souffre aujourd'hui d'insuffisance rénale chronique et doit se rendre régulièrement à l'hôpital pour y faire des dialyses. « Mes activités sont totalement

paralysées, car je ne suis plus en bonne santé pour exercer mon métier », explique-t-il avec rancœur. « Psychologiquement aussi, je vous avoue que je souffre ». En Afrique, faute de législation spécifique, le trafic de faux médicaments est souvent considéré comme un simple délit de contrefaçon, les peines atteignent quelques mois d'emprisonnement tout au plus. Si ce phénomène existe dans le monde entier, 42% des faux médicaments saisis depuis 2013 l'ont été sur le continent africain, où la faiblesse des systèmes de santé et la pauvreté ont favorisé, plus qu'ailleurs, l'émergence d'un marché parallèle. Le Togo est, par ailleurs, un des pays pionniers à avoir modifié son code pénal dès 2015. La peine encourue par les trafiquants y est désormais de 20 ans de prison et de 50 millions de francs CFA d'amende.

## Flux des faux médicaments, ce marché malheureusement fructueux



Aperçu du présidium du sommet avec Faure Gnassingbé (au milieu)

A Lomé, à Cotonou au Bénin ou à Lagos au Nigeria, la plupart des médicaments sont écoulés sur les marchés en plein air, souvent sur des bâches en plastiques posées au sol. On y trouve toutes sortes de remèdes, des antidouleurs classiques aux antipaludéens en passant par les antibiotiques. Les médicaments vendus dans la rue sont généralement deux fois moins chers que dans les pharmacies, davantage contrôlées et obligées de s'approvisionner chez des fournisseurs agréés par le ministère de la Santé.

« Il est très difficile de tracer les faux médicaments vendus dans la rue », explique à l'AFP le Dr Innocent Koundé Kpéto, président de l'Ordre national des pharmaciens du Togo. « Les pays qui sont mentionnés sur les boîtes, souvent ne sont pas les pays de provenance de ces médicaments. Les fabricants brouillent les pistes pour ne pas être identifiés ». On estime qu'en Afrique, entre 30 et 60% des médicaments mis sur le marché sont faux, et proviennent

en premier lieu de Chine et d'Inde, selon le Dr Kpéto.

Des plaques tournantes du trafic ont été démantelées, comme le célèbre marché Adjégonlè à Cotonou, une des principales portes d'entrée des faux médicaments en Afrique. En juillet, 67,8 tonnes de produits pharmaceutiques contrefaits, saisis entre juin 2018 et juin 2019, ont été brûlés à Lomé. Une saisie record de 200 tonnes de faux médicaments a été réalisée mi-novembre à Abidjan par la gendarmerie ivoirienne et quatre suspects, dont un ressortissant chinois, ont été arrêtés. Mais malgré ces efforts récents, les saisies montrent que « le phénomène reste important » et implique « des réseaux criminels très organisés » selon le Dr Kpéto. La Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM) estime qu'un investissement de 1.000 dollars peut générer 500.000 dollars de profits, ce qui rendrait les faux médicaments plus rentables que la plupart des stupéfiants.

## Allier le Nigeria à cette bataille

Tant que le Nigeria, vaste marché de 200 millions d'habitants et première destination des produits contrefaits en Afrique, ne rejoindra pas les efforts déployés par ses

voisins, la lutte contre ce fléau restera anecdotique. En effet, le tiers des 126 millions de faux médicaments saisis dans seize ports africains lors d'une opération de l'Organisation mondiale des douanes en septembre 2016, était destiné au géant anglophone. Vivian Nwakah a fondé en 2017 Medsaf, une start-up visant à garantir la traçabilité des produits pharmaceutiques locaux ou importés de leur lieu de fabrication jusqu'au consommateur final dans un pays qui compte des dizaines de milliers de points de vente plus ou moins informels. "Le Nigeria n'a pas de circuit de distribution fiable et centralisé", explique-t-elle. "Un même hôpital doit parfois commander des produits à 30 ou 40 fournisseurs différents, comment voulez-vous qu'il s'en sorte ?" Résultat,

les faux médicaments inondent non seulement les marchés mais aussi les pharmacies et les hôpitaux, parfois à leur insu : des médicaments expirés, sous-dosés, comportant des molécules toxiques ou encore conservés des semaines à de très hautes températures dans les ports. Medsaf se pose en sentinelle : elle assure déjà le contrôle qualité de milliers de produits pour plus de 130 hôpitaux et pharmacies à travers le suivi scrupuleux d'un produit via son numéro d'enregistrement officiel, sa date d'expiration, ou ses conditions de stockage. « La technologie peut résoudre la plupart des problèmes liés aux faux médicaments », veut croire la jeune femme. « Les gens meurent pour rien. Nous pouvons changer ça ». Source : AFP

**« Il est temps d'agir ! C'est une ardente obligation », dicit Faure Gnassingbé**



Un enfant recevant une injection (Crédit photo Jérôme Delay, juillet 2016 en RDC)

Faure Gnassingbé, président du pays organisateur et hôte du sommet, n'a pas manqué, lors de son discours, d'exprimer sa volonté de lutte, tout en incitant des pays d'Afrique à s'allier à cette cause.

« Depuis des années, un drame humanitaire se déroule sous nos yeux dans l'indifférence ou, pire, dans l'ignorance de la communauté internationale ; une urgence sanitaire qui ne dit pas son nom et dont personne, ou presque, ne parle jamais. Cette catastrophe touche principalement l'Afrique : le trafic de faux médicaments. Il est temps d'agir ! C'est une ardente obligation. D'abord parce que les victimes se comptent par centaines de milliers chaque année, et que beaucoup d'enfants sont concernés. Ensuite, parce que ce trafic ne cesse de croître, le mal progresse et s'étend partout.

Une nécessité, aussi, parce que ce trafic est l'une des sources du financement de la criminalité internationale, notamment du terrorisme, qui fait de trop nombreuses victimes en Afrique mais aussi à l'échelle de la planète. Oui, le trafic de produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés est un scandale humanitaire qui se déroule chaque jour ; il touche des millions de personnes, soit indirectement parce que ces médicaments ne soignent pas ceux qui croient se soigner, soit directement parce que les produits utilisés falsifiés tuent », dicit Faure Gnassingbé.

En effet, selon les experts, environ 10 % des produits pharmaceutiques vendus dans le monde seraient falsifiés. Sur notre continent, la situation est nettement pire, puisque ce taux



Faure Gnassingbé, président du Togo

atteindrait 60 % dans certaines régions. La conséquence directe de ces chiffres épouvantables est que, chaque année, plus de 120 000 enfants de moins de cinq ans meurent. « C'est un drame humain insoutenable, qui se déroule quotidiennement sous les yeux du monde entier. Les présidents de six pays d'Afrique - de la République du Congo, du Ghana, du Niger, de l'Ouganda, du Sénégal et moi-même - avons décidé de lancer une initiative africaine pour changer la donne en Afrique. Dans la prolongation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les Nations unies le 25 septembre 2015, nous avons décidé d'agir concrètement pour lutter contre ce trafic et assurer à nos citoyens un accès à des médicaments sûrs. Agir signifie que nous allons, dans le cadre d'un accord intergouvernemental qui nous engage, criminaliser le trafic de produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés », a poursuivi le président togolais.

Décidément, il s'agit d'attaquer le mal à la racine et d'assécher les filières de distribution de ces produits dangereux voire mortels. Plus que tout, il faut que les populations aient un accès aux médicaments, mais tout s'assurant qu'il faut en parallèle

éradiquer l'approvisionnement en produits médicaux falsifiés. Savoir que des mères iront acheter des médicaments qui tueront leurs enfants est insoutenable. Savoir qu'un groupe terroriste se finance en écoulant ces produits est inadmissible.

« Ce trafic doit être puni de sanctions pénales très sévères. Notre détermination est sans faille et c'est la raison pour laquelle notre initiative n'est qu'un début. Nous allons tout faire pour encourager d'autres États à se joindre à cette initiative. Nous comptons sur la Fondation Brazzaville pour poursuivre ses efforts dans la lutte contre ce trafic et, entre autres, jouer un rôle de soutien et de suivi dans cette initiative. Il s'agit aussi pour nous d'alerter les décideurs internationaux et l'opinion publique du monde entier pour prendre à bras-le-corps ce combat, d'impliquer tous les acteurs possibles, de coordonner les actions des ONG, des entreprises, des organisations internationales et des États pour que ce drame humanitaire cesse enfin », a exhorté Faure Gnassingbé, réélu président du Togo à l'issue des résultats provisoires de l'élection présidentielle de 2020.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

**ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS**

**tm** SUR MON **KIOSK.com** OU sur le portail **Lome.com**

**www.monkiosk.com** | **www.alome.com**

**WWW.TOGOMATIN.TG**

@Togomatin  
 Togomatin  
 instagram.com / togomatin  
 www.togomatin.tg

## Blagues

Un homme marié est décédé. Son épouse a décidé de ne pas se remarier ou d'avoir des relations sexuelles avec un autre homme. Elle a coupé le zizi de son défunt mari et l'a collé au mur. Chaque nuit, elle allait au mur pour se satisfaire. Un jour, le voisin, M. Eke, découvrit ce qui se passait. Il fit un trou dans le mur, enleva le zizi du défunt puis posa son propre zizi et attendit la dame. Malheureusement, le même jour, la dame est venue avec un couteau et a dit: «chérie, nous déménageons dans une nouvelle maison aujourd'hui.»  
Imaginez la suite...

J'ai vendu un lézard à un touriste à 150.000F en lui disant que c'est un petit crocodile. Trois mois après, il m'appelle et me dit que ça ne se transforme pas en crocodile. Je lui ai dit que ce crocodile est de race des pygmées

Quand tu invites une go au resto et elle parle mal de son ex, il ne faut pas l'écouter. Quand une fille vois la nourriture surtout poissons braisés, elle ne dit plus la vérité.

## À SON ENTERREMENT, IL N'Y AVAIT PERSONNE !

Dans un village vivait un riche homme, un boucher et un boulanger. Chaque jour que Dieu faisait, le boulanger passait dans chaque famille et donnait à chacun du pain. Il en était de même pour le boucher qui après avoir tuer son bœuf, distribuait la moitié de la viande aux villageois.

Quant au riche homme, rien du tout.

Un jour le richard tomba malade, personne au village n'est parti lui rendre visite. L'état de sa santé se détériorait de jour en jour et personne ne lui rendit visite. Il fini par succomber de sa maladie.

Il fut enterré par les membres de sa famille seulement, les villageois ayant refusés de les aider car pour eux, de son vivant, le richard n'avait rien fait pour eux.

Le lendemain du décès du riche homme, ni le boucher, ni le boulanger ne donnait encore quelque chose aux villageois.

Comme la situation se répétait chaque jour et que les habitants avaient l'habitude de recevoir de la viande et du pain chaque matin, ils partirent se plaindre auprès du boucher et du boulanger.

Les deux les firent savoir que c'était le richard qui achetait le pain et la viande afin qu'ils partagent aux villageois. Mais comme il n'était plus, eux aussi ont cessé de donner.

Les villageois sont rentrés tous tristes pour avoir causé du tort au richard.

Hélas!! C'était trop tard pour se faire pardonner.

Mon frère, ma sœur, ne préjugeons jamais quelqu'un.

Combien de fois nous avons eu tort de juger une personne avant de prendre connaissance de la réalité?

Que Dieu nous pardonne pour toutes nos erreurs!

Un texte de Diarrassouba.

## Citation du jour

Sommes-nous aveugles et hypocrites pour oublier que l'essence même de ce que nous sommes tous est bestiale ? Manger, dormir, se reproduire... Et tuer pour survivre, s'il le faut. L'aurait-on oublié ? La société nous a appris à cacher cet aspect primaire sous des couches de vernis, mais au fond, tout au fond, nous sommes encore ces mêmes bêtes, comme toutes celles qui arpentent cette foutue planète, peut-être que ce qui nous différencie d'elles, c'est notre capacité à nous fabriquer ces vernis.

Maxime Chattam, Maléfices

## Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

PHARMACIES DE GARDE ( LOME )  
du 7 au 14 /9/ 2020

SANTE	NOPATO	70 44 91 37
ST ANTOINE	Av Libération	22 21 29 64
KPEHENOU	Bd H.BOIGNY	22 21 32 24
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
ESPERANCE	Nyèkonakpoè	22 21 01 28
HOPITAL	CHU-Tokoin	22 20 08 08
BON SECOURS	Cassablanca	70 45 76 74
AMITIE	SOTED	22 21 74 47
St PAUL	Bd. Jean Paul II	226185 08
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
HEDZLANAWÉ	HEDZLANAWÉ	22 26 49 61
KOUESSAN	Kégué	96 80 10 01
KLOKPE	Togo 2000	96 80 10 03
J-MIMSHAK	Hountigomé	22 60 30 50
MAWULE	Bè-Kpota	70 45 91 86
LE PROGRES	Ahadji kpota	22 35 86 55
CITE	Bd 30 Août	99 08 15 35
BESDA	Adidogomé	22 51 05 29
CONSEIL	Sagbado	93 10 92 92
EPIPHANIA	ADIDOGOME	70 40 10 52
POINTE	Djidjolé	22 25 64 80
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
DELALI	Cacavéli	96 32 97 54
NATION	TOTSI	22 25 99 65
LAUS DEO	Léo 2000	93 00 65 75
VITA FLORE	Vakpo	96 80 09 12
SATIS	Agoè-Logopé	70 44 85 17
DENIS	Agoè Kové	70 12 35 85
M'BA	Agoè-Légbassito	70 27 81 81
ZONGO	Togblékopé	70 45 23 16
ZOSSIME	Zossimé	70 46 26 64
ST PHILIPPE	Sanguéra	99 99 80 04
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
HYGEA	Baguida	99 27 36 36

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses

## COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyèkonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli ) Tél: 22 21 68 51  
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)  
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96  
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

## SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63  
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
GYM CENTER (Qtier Nyèkonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60  
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28  
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

## AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com

## Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel  
Communication, Location d'espaces  
Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90  
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél: 90 17 03 30  
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75  
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87  
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

## AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
Tél: 22 40 04 99

## Identité ethnique / Scarification

## Une pratique en voie de disparition

**La scarification est un type de modification corporelle ou un acte d'automutilation. Aussi est-elle une pratique médicale ou bien sociale. En Afrique, la scarification a une finalité variée. Bien qu'elle soit en voie de disparition, la scarification fait partie de la culture africaine. Il faut le reconnaître, certaines pratiques culturelles comme l'excision se sont avérées dangereuses pour l'épanouissement de la jeune fille. Cependant, qu'en est-il de la scarification ?**

La scarification est une pratique consistant à effectuer une incision superficielle de la peau humaine. Il y a la scarification à but médical et la scarification sociale. Cette dernière a une origine ancienne. Ainsi, la scarification sociale est couramment pratiquée en Afrique, précisément en Afrique de l'ouest. En effet, la scarification sociale revêt une

signification particulière, rituel de passage à l'âge adulte ou appartenance à un groupe restreint. Cette pratique s'effectue à l'aide d'outils coupants tels que des morceaux de pierre, de verre, de coque de noix de coco, ou encore de couteaux.

Les marques revêtent des formes et des motifs différents selon le groupe ethnique. L'incision, pratiquée sur les garçons

comme sur les filles pendant l'enfance, se fait par brûlure ou avec une lame. Des Yorouba du sud-ouest aux Igbo de l'est, en passant par les Haoussa, plus au nord, leur finalité varie : affirmation identitaire, guérison, protection spirituelle ou recherche esthétique. Au Togo comme au Bénin, le rituel de la scarification fait partie intégrante de leur culture.



Une femme portant les scarifications

De nos jours, les scarifications sont en voie de disparition. Les jugent qu'elle défigure à vie et expose au risque de contamination par le VIH. Les opposants à cette pratique

Nadia E.

## Lire

« Le double » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq. Pp 13-15

Tout en s'habillant, il ne cessait de jeter des regards pleins de tendresse vers ses chaussures ; à chaque instant il soulevait tantôt l'une tantôt l'autre pour en admirer la façon, tout en marmottant sans arrêt entre ses dents et soulignant, de temps à autre, ce colloque intérieur d'une grimace pleine de contentement. Il faut dire, toutefois, que ce matin-là, M. Goliadkine devait être un peu dans la lune, car les sourires et les grimaces que lui décochait Petrouchka, tout en l'aidant à se vêtir, échappaient complètement à son attention. Enfin, habillé des pieds à la tête, ayant rectifié sa tenue sans omettre le moindre détail, M. Goliadkine plaça son portefeuille dans la poche de sa redingote. Petrouchka avait déjà enfilé ses bottes et se trouvait absolument prêt. M. Goliadkine, constatant que tous les préparatifs étaient terminés, et que plus rien ne les retenait désormais dans la chambre, s'engagea dans l'escalier, d'un pas pressé et fébrile, le cœur battant d'émotion. Une calèche bleue, ornée de blasons, s'avança à grand fracas vers le perron. Petrouchka échangea quelques œillades complices avec le cocher et les badauds qui se trouvaient là tout en aidant son maître à s'installer dans la voiture : puis d'une voix empruntée, retenant à grand peine un rire imbécile, il hurla : « Démarre », et sauta sur le marchepied arrière. La calèche s'ébranla

au milieu d'un tintamarre de grelots, de grondements et de crissements et se dirigea vers la Perspective Nevski. La calèche bleue avait à peine dépassé la porte cochère, que M. Goliadkine, se frottant convulsivement les mains, laissa échapper un long rire silencieux, le rire d'un homme de tempérament jovial, qui vient de réussir un bon tour, et s'en amuse à cœur joie. Cependant, cet accès d'allégresse prit fin rapidement et une étrange expression, pleine d'inquiétude, apparut sur le visage de M. Goliadkine. Malgré le temps humide et brumeux, il abaissa les vitres des portières et se mit à dévisager avec un air soucieux les passants des deux côtés de la chaussée. Toutefois, aussitôt qu'il avait l'impression d'être observé, il se composait un visage plein d'assurance et de respectabilité. Au croisement de la rue Liteinaia et de la Perspective Nevski, il eut un frisson, motivé, semblait-il, par une sensation très désagréable ; il grimaça à la manière d'un malheureux auquel on vient d'écraser, par inadvertance, un cor, et se jeta dans le coin le plus obscur de la calèche, d'un mouvement brusque, presque craintif. Il venait de croiser deux de ses collègues, jeunes fonctionnaires employés dans le même service que lui. M. Goliadkine eut la nette impression que, de leur côté, les jeunes fonctionnaires étaient extrêmement surpris de rencontrer leur collègue en de pareilles circonstances. L'un d'eux montra du doigt M. Goliadkine... »

## Musique / « Kapomonvi »

## Quand la chanson de Rakiss le lion est toujours d'actualité

**Le morceau « Kapomonvi » est un morceau à succès de l'artiste « Rakiss le lion ». Le titre Kapomonvi qui signifie littéralement « Téléphone » en français est sorti en 2012. C'est l'un des morceaux de la musique togolaise qui ont le mérite de traverser le temps quant à la qualité du texte. Autrement, huit ans déjà que le son est publié, mais il a toujours tout son sens. Il suffit d'écouter « Kapomonvi » et de jeter un coup d'œil sur l'avancée des « Fake news » (fausses informations) de nos jours pour peser toute la valeur de cette chanson.**

« Kapomonvi » dépeint les vices qui se sont développés autour du mobile téléphonique à l'instar des mensonges, des mesquineries, et des dépravations possibles. Le rappeur « Rakiss le lion » a écrit cette chanson dans la langue éwé sur un beat dansant qui ne lasse pas.

Aujourd'hui, il faut se demander à quoi nous servent concrètement les téléphones portables. A-t-on toujours à l'idée l'utilité première du mobile téléphonique ? « Tu caches ton portable, tu ne peux pas le décrocher. On dit le téléphone dans la main d'une fille, des contacts sont enregistrés sous des pseudos de 'Azui 2', 'Azui 3', 'Azui 4' », chante-t-il à l'entame de son titre. Précisément, il y a plusieurs années que le chanteur déplorait l'effet de séduction pervers que le téléphone a engendré de ce fait que les filles arrivaient à manipuler facilement les hommes via cet outil de communication. En effet, le motif principal du portable qui est de communiquer à distance a perdu son intention. En 2012, l'époque à laquelle ce morceau sortait, on n'avait



Rakiss le lion

pas une avancée aussi poussée qu'en 2020. Et pourtant, l'arnaque autour du téléphone est inouïe. Aujourd'hui s'ajoutent les réseaux sociaux avec sa dose des « Fakes news » (fausses informations). Ne dit-on pas que « Le passé a plus de parfum qu'un bosquet de lilas en fleur » ? C'est l'un des titres de Rakiss qui montrent que l'artiste doit être le miroir de la société. Alors que faisons-nous des grandes marques des téléphones comme iPhone pro 11, par exemple ? Est-ce l'apparence ou l'utilité qui nous pousse à posséder un téléphone portable ?

« Kapomonvi » de Rakiss a une certaine substance qui doit nous questionner sur l'usage quotidien de

nos téléphones. « Que le téléphone ne nous vole pas le temps jusqu'à ce qu'on ne se réalise pas », clame Rakiss dans ledit morceau. Même si tout change, et que nous devons vivre avec notre temps ; il faut toutefois y appliquer un savoir-vivre et savoir-faire. Rakiss le lion est l'un des meilleurs rappeurs togolais. Nominé au « Togo Hip Hop Awards » en 2005 et à « All Music Awards » en 2013, Rakiss fait de l'Afropop. Il a à son actif des titres à succès comme « Amour sincère », « Kapomonvi », « Mon cri à Dieu », etc. En 2017, « Rakiss le lion » a sorti son premier album intitulé « Mon cri à Dieu » composé de dix-sept (17) titres.

Nadia Edodji

## Pollution atmosphérique

## Enfin une journée internationale consacrée à ce tueur silencieux

Les Nations unies viennent de déclarer une journée internationale en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique, un véritable tueur silencieux. Désormais, tous les 7 septembres de chaque année permettront de réfléchir à des solutions pour y faire face. Lundi dernier, ce fut la toute première édition.



Les grandes industries sont source de pollution

La pollution atmosphérique est aujourd'hui la plus grande menace environnementale pour la santé. Elle participe d'ailleurs à accentuer le phénomène de réchauffement planétaire auquel l'on assiste depuis quelques années. L'émission de polluants atmosphériques dont le principal est le gaz carbonique (Co2) à travers les transports, l'agriculture, les industries etc... en est la principale cause.

Non seulement la stagnation de ces gaz dans l'atmosphère modifie le climat, mais aussi, cela dégrade la qualité de l'air que respirent la majorité des humains. En effet, 9 personnes sur 10 dans le monde respirent un air pollué. Cela provoque la mort prématurée d'environ 7 millions de personnes chaque année. En d'autres termes, presque personne sur terre ne respire un air pur. Les polluants atmosphériques ont pris le dessus. Il y a donc péril en la

demeure et il faut agir très vite, sinon la situation risque de continuer à s'aggraver. Il existe des solutions et des technologies adéquates pour remédier à la situation.

Pour améliorer la qualité de l'air, l'on a besoin de la participation de tous, des particuliers aux entreprises privées en passant par les gouvernements. La pollution de l'air ne doit pas nécessairement faire partie de notre avenir collectif. Cela ne doit pas être une fatalité. Un air plus pur améliorera notre santé, protégera la nature et contribuera à atteindre les objectifs mondiaux en matière de changement climatique.

La première journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus a pour thème « un air pur pour tous ». Chacun de nous peut limiter sa consommation des énergies fossiles afin de favoriser l'accès à un air de meilleure qualité.

Edem Dadzie

## Fertilisation des sols

## Des solutions sans brûlis permettent aux agriculteurs d'économiser de l'argent

Le brûlage des terres est une solution très prisée par les agriculteurs togolais. Mais, il faut noter que contrairement à ce que beaucoup d'entre eux croient, cela ne facilite pas le démarrage de nouvelles saisons agricoles. Il ne fertilise pas non plus le sol. C'est tout le contraire qui se produit. Or, il existe des solutions sans brûlis qui peuvent leur éviter des raccourcis coûteux.

Les feux de brousse et les incendies qui en découlent constituent la plus grande source de carbone noir au monde, une menace pour la santé humaine et l'environnement. Le carbone noir est un composant des PM2,5, un polluant microscopique qui pénètre profondément dans les poumons et le système sanguin.

Les PM2,5 augmentent le risque de mourir de maladies cardiaques et pulmonaires, d'accidents vasculaires cérébraux et de certains cancers. Ils sont responsables de la mort prématurée d'environ 7 millions de personnes chaque année. Chez les enfants, les PM2,5 peuvent également causer des problèmes psychologiques et comportementaux.

Chez les personnes âgées, elles sont associées à la maladie d'Alzheimer, à la maladie de Parkinson et à la démence. Et comme la pollution atmosphérique compromet la santé respiratoire, elle peut également accroître la vulnérabilité à la Covid-19. Le carbone noir est également un polluant climatique de courte durée. Ce qui signifie que, bien qu'il n'existe que



Un feu de brousse

pendant quelques jours ou quelques semaines, son impact sur le réchauffement climatique est 460 à 1500 fois plus important que celui du dioxyde de carbone.

Le brûlage agricole amenuise la rétention d'eau et la fertilité des sols de 25 à 30 %, et oblige donc les agriculteurs à investir dans des engrais et des systèmes d'irrigation coûteux pour compenser cette perte. Le carbone noir peut également modifier la pluviométrie, perturbant ainsi les événements météorologiques nécessaires à la bonne marche de l'agriculture.

« Les alternatives sans brûlis, telles que l'incorporation du chaume dans les champs ou

même la plantation à travers le chaume, permettent presque toujours aux agriculteurs d'économiser de l'argent », assure Pam Pearson, directrice de l'Initiative internationale sur la cryosphère et le climat, qui a travaillé avec les agriculteurs du monde entier pour introduire la culture sans feu.

Pour changer l'habitude établie de longue date de brûler les terres agricoles, il faudra éduquer, sensibiliser et renforcer les capacités des agriculteurs. Il s'agit d'une entreprise ambitieuse, mais les répercussions seront considérables et de grande envergure.

TM et Onu environnement

## Lutte contre les changements climatiques

## Quels sont les principaux objectifs de l'Accord de Paris de 2015 ?

Connaissez-vous les principaux objectifs de l'Accord de Paris conclu le 12 décembre 2015, lors de la Cop 21 sur le climat en France ? La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) vient de rendre public un guide à destination de ses pays membres. Ce document permet même aux profanes de comprendre les rouages de l'action climatique. Il identifie notamment les principaux objectifs de l'Accord de Paris.

## L'atténuation

L'objectif principal de l'Accord de Paris est de renforcer la réponse mondiale face aux changements climatiques et à leurs effets, en contenant l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, tout en poursuivant l'effort pour parvenir à limiter cette hausse à 1,5°C (article 2).

Pour parvenir à cet objectif, les Parties à l'Accord doivent atteindre le plafonnement des

émissions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial dans les meilleurs délais. Une fois ce pic des émissions atteint, il convient de réduire rapidement les émissions pour atteindre la neutralité dans la seconde moitié du siècle (Art 4.1).

Cette neutralité carbone correspond à un équilibre entre les émissions anthropiques et les absorptions de gaz à effet de serre par des puits de carbone (article 4.1). L'Accord de Paris reconnaît que le

plafonnement des émissions de GES prendra davantage de temps dans les pays en développement.

## L'adaptation

L'Accord de Paris fixe comme objectif de renforcer les capacités d'adaptation aux effets des changements climatiques (article 7). Reconnaisant que ceux-ci représentent une menace immédiate pour les sociétés humaines, il convient d'anticiper leurs conséquences



pour atténuer ou éviter leurs impacts négatifs et en exploiter les effets positifs.

## La transparence

L'Accord de Paris prévoit la création d'un cadre de transparence qui vise à fournir une image claire des actions mises en œuvre et des progrès accomplis par les Parties (article 13). Des rapports biannuels de transparence et des inventaires d'émissions

de GES doivent être élaborés et soumis par les Parties. Ce cadre de transparence doit contribuer à la responsabilisation de tous.

Source : Commission de la Cedeao, département agriculture, environnement et ressources naturelles, Guide de la Cedeao sur l'Accord de Paris en vue de son application par ses États membres, 2020

Mise en œuvre du PND

## La consommation locale trouve un écho de plus en plus favorable au Togo

**Le Togo ambitionne de devenir un pays émergent à l'horizon 2030. Et pour y arriver un Plan national de développement (PND) comptant pour la période 2018-2022 a été lancé. Le pays veut booster sa production agricole, mais aussi la transformation de ses produits. Mais, il faudra aussi mettre l'accent sur la consommation locale. Heureusement, celle-ci trouve un écho de plus en plus favorable.**



Le visuel du mois du consommer local

Même si l'on s'achemine vraisemblablement vers une révision du PND, il est clair que l'on ne pourra pas s'écarter de ses fondamentaux : transformation substantielle de l'agriculture,

transformation des produits sur place, industrialisation, redistribution équitable des richesses donc inclusion sociale. Le PND vise la création d'ici 2022 d'au moins 500 000 emplois directs et indirects. Avec ou sans

révision, il faut bien créer le climat nécessaire à l'éclosion d'entreprises tant nationales qu'internationales. Sur ce plan, le classement Doing business de l'année 2019 et d'autres rapports reconnaissent que le Togo a fait du chemin. « Notre

pays a suffisamment mis en place un climat des affaires et une fiscalité propice à l'investissement des entreprises », déclarait il y a quelques jours, Yawa Djigbodi Tsègan, présidente de l'Assemblée nationale togolaise lors de la rentrée parlementaire. Mais cela ne doit pas s'arrêter là. Elle demande au gouvernement de soutenir un peu plus les entrepreneurs locaux. Madame Tsègan saluait le travail abattu depuis quelques années par le ministère du Développement à la base, de l'Artisanat et de la Jeunesse. À cela s'ajoute avec l'avènement du gouvernement Klassou II, un ministère en charge de la Consommation locale.

À présent, il faut promouvoir suffisamment la consommation locale. Les Togolais dans leur ensemble sont interpellés. « Il ne me reste qu'à lancer un appel à nos concitoyens à porter une attention plus accrue à la consommation des produits fabriqués au Togo pour hisser très haut le label made in Togo », a ajouté Yawa Djigbodi Tsègan. Il faut donc dire

que la consommation locale trouve un écho de plus en plus favorable à un niveau très élevé de la République.

Il faut souhaiter que la dynamique soit maintenue. La plateforme industrielle d'Adetikopé en cours de construction servira à booster la production locale. Il faudra que la consommation suive. Le ministère de l'Agriculture a initié depuis quelques semaines, l'installation de kiosques destinés aux produits locaux à certains endroits stratégiques.

Desoncôté, le ministère du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la Consommation locale organise la première édition du mois du consommer local. Elle aura lieu en octobre prochain. Voilà qui devrait définitivement lancer la consommation des produits locaux. La société civile initie des messages de sensibilisation qui passent à la radio. Toutes ces actions doivent être intensifiées.

**E. Dadzie**

Eco

## Le Togo, seul pays à respecter les critères de convergence

**Le Togo est toujours le seul pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) qui respecte à ce jour les critères de convergence. Le chef de l'Etat togolais a été félicité, lundi 7 septembre à Niamey, à l'occasion du 57e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao pour ses efforts.**

Le Togo respecte tous les critères de convergence de la Cedeao concernant la monnaie unique de la zone. Alors que les autres pays peinent toujours à respecter ces critères, le Togo montre le bon exemple et se distingue dans la région, grâce à ses efforts. Selon les critères de convergence, tous les pays de la Cedeao doivent rester en dessous de 3% du Produit intérieur brut de déficit, de 10 % d'inflation, avec une dette inférieure à 70 % du PIB.

Le Togo est donc prêt à accueillir cette nouvelle

monnaie. Déjà en 2019, le pays a été reconnu comme le seul qui respecte ces critères de convergence.

Selon les conclusions du 57e sommet de la Cedeao, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a décidé d'élaborer une nouvelle feuille de route pour le programme de la monnaie unique de l'organisation sous régionale. Le lancement de la monnaie unique est ramené à une date ultérieure.

La conférence a également décidé



Faure Gnassingbé

d'exempter les Etats membres du respect des critères de convergence macroéconomique en 2020 et de conclure,

entre les Etats membres de la Cedeao, un nouveau pacte de convergence et de stabilité macroéconomique. Une

approche graduelle pour le lancement de l'Eco est maintenue.

**Félix T.**

**A GAGNER**  
**2 millions**  
**de FCFA**



# Grand concours de Sculpture

**ARTISTES TOGOLAIS DE PLUS DE 18 ANS, À VOS CANDIDATURES :  
LAISSEZ VOTRE EMPREINTE DANS LA PLATEFORME  
INDUSTRIELLE LA PLUS COMPÉTITIVE DU PAYS !**

---

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :  
18 SEPTEMBRE 2020**

PIA, Plateforme Industrielle d'Adétikopé, une zone industrielle de pointe, en cours de construction, lance un grand concours de sculpture pour l'aménagement de son site.

Retrouvez le règlement du concours et les informations complémentaires sur la page Facebook :



PIA, Plateforme Industrielle d'Adétikopé